# *Marxisme et féminisme: des affinités électives*

*Par Alessia Franco*

**Si les difficultés du mouvement ouvrier depuis la contre-révolution néolibérale ont pu permettre aux discours identifiant comme rivaux les luttes pour les droits civils et sociaux de rencontrer un certain écho, l'histoire des combats féministes nous indiquent que loin d'être concurrents, ils ont été intimement liés à la théorie et pratique politiques socialistes. La philosophe Alessia Franco explique dans cet article que les affinités électives des combats féministes et communistes ne tiennent pas à des raisons contingentes, mais bien à leur intégration dans le procès d'accumulation du capital, comme modalités de division du travail social, et par suite, fondement de différences patrimoniales autour desquelles se nouent les rapports de domination.**

Quel que soit le niveau d'éducation et de politisation, le discours opposant les droits sociaux aux droits civils

est très répandu. Il n'est pas surprenant qu'il le soit parmi les travailleurs occidentaux qui, au cours des dernières années de boucherie sociale, ont identifié de manière impressionniste les luttes pour les droits civils et la défense des femmes et de la communauté LGBTQI+ comme un détournement des ressources de leur cause - quand ce n'est pas, en effet, un plan conscient de la part du « capitalisme » pour se préserver en détournant l'attention des problèmes sociaux, ou des « vrais problèmes ». Mais s'il n'est pas surprenant qu'une classe ouvrière en manque de références politiques et culturelles positives puisse être séduite par une telle perspective, il est déconcertant que cette dernière soit partagée et promue par certaines avant-gardes de ses représentants, quand ce ne sont pas des dirigeants de partis communistes ou des personnes engagées sur le front culturel, dans des associations ou des domaines proches du mouvement ouvrier. Ils vont jusqu'à formuler des théories abouties sur les griefs que les femmes – plus rarement les représentants de la communauté LGBT – sont autorisées à revendiquer sans nuire à la cause des travailleurs : Les vrais communistes, par exemple, peuvent légitimement soulever la question de l'écart salarial entre les hommes et les femmes, se plaindre des coupes dans l'aide sociale et la santé publique, invoquer une forme de soutien à la maternité ; parfois, ils peuvent même être autorisés à s'intéresser à la question de la violence de genre, qui est toutefois reléguée à une question de coutume, presque sans importance, quand elle n'est pas un outil de propagande libérale visant à créer une inimitié entre les travailleurs et les travailleuses.

Sans entrer dans les mérites politiques de cette question, il est en fait très simple de souligner non seulement comment le marxisme depuis ses origines - ainsi que le socialisme utopique qui l'a précédé historiquement et théoriquement - a toujours été étroitement lié à la question de la condition des femmes sous divers aspects, y compris celui de l'autodétermination sexuelle ; mais plus précisément, on peut noter que les questions de genre ont toujours - bien qu'au milieu de diverses vicissitudes et hétérogénéités historiques et géographiques - fait partie de la lutte marxiste et anticapitaliste, théoriquement et politiquement, dans un sens *organique*, non accidentel et non occasionnel. Si "marxiste antiféministe" est une contradiction dans les termes, de nombreux partisans de la ligne dure n'en sont pas conscients et revendiquent avec force une plus grande orthodoxie dans leur position que celle de leurs camarades et compagnons obscurcis par le *pinkwashing* des libéralistes et les blandices de la gauche de salon ou *rosée*. C'est une vision limitée[1], qui au nom d'une prétendue orthodoxie marxiste entend nier que les droits sociaux et les droits civiques se complètent, et que la lutte pour les droits civiques, y compris les droits des femmes et des minorités sexuelles et de genre, fait partie intégrante de la lutte pour l'équité sociale. Il ne s'agit pas seulement de deux sphères essentielles à la construction d'une société plus égalitaire et inclusive, mais d'une seule et même lutte organique contre les structures capitalistes et patriarcales. Il faut clarifier et souligner que les espaces et les méthodes du féminisme libéral ne sont pas ceux *de la* lutte trans-féministe, les seuls possibles, mais qu'au contraire, ils déforment cette dernière, la séparant des mouvements anticapitalistes dans leur ensemble. Pour les « orthodoxes » qui ne se laissent pas convaincre par les mots à la mode contemporains, l'invitation à retracer l'histoire du lien originel, parfois controversé mais loin d'être occasionnel, entre marxisme et féminisme est toujours utile.

## *Retracer l'histoire du lien originel entre marxisme et féminisme*

Parmi les raisons les plus immédiates et impressionnistes de la sympathie mutuelle entre le marxisme et le féminisme, il y a le front originel instinctif contre un ennemi commun : la coutume de la famille nucléaire bourgeoise monogame, dans le modèle de laquelle – en langage contemporain nous dirions hétéronormatif – non seulement la hiérarchie des sexes a été historiquement consolidée, et la soumission nécessaire des femmes à leur époux légitime, le seul homme habilité à faire usage sexuel d'elles pour avoir une descendance, mais aussi la reproduction de la classe sociale et l'assurance que la richesse - ou l'absence de richesse - se transmet de génération en génération, avec la bénédiction des autorités et de la loi.

Si le lien entre la naturalisation des différences patrimoniales et l'exclusivité sexuelle de l'homme sur la femme – sa propre femme – est également très clair dans les théorisations du socialisme utopique et plus tard dans le courant anarchiste, Friedrich Engels constitue une jonction fondamentale dans l'histoire de la pensée occidentale : avec son œuvre qui, avec celle de Karl Marx, marque le dépassement du socialisme utopique et se trouve à l'origine du socialisme scientifique, il a en effet été le premier à tenter non seulement de comprendre et de s'opposer systématiquement à l'oppression sexuelle des femmes, mais aussi d'expliquer le lien entre la hiérarchie des sexes et les rapports de production dans un cadre capitaliste[2].

Sur le plan théorique, le mouvement ouvrier a, dès ses origines, promu l'engagement politique actif des femmes et leur émancipation au sens de leur formation en tant qu'individus autonomes, et pas seulement en tant qu'épouses ou mères ; pour leur propre affirmation et épanouissement humain, mais aussi pour la valorisation de leurs qualités et de leurs contributions à la production et au progrès collectifs. C'est dans cette même direction que vont les luttes contemporaines pour le droit de vote des femmes, trop souvent évoquées aujourd'hui en référence aux seules suffragettes libérales françaises ou britanniques ou aux bourgeoises blanches américaines liées au mouvement abolitionniste. Nous n'avons certainement pas l'intention de nier ou de diminuer l'importance historique et politique de la *Convention de* Seneca Falls en 1848, ou des luttes de Lucretia Mott, des sœurs Grimké et de leurs compagnons[3], mais nous voulons souligner combien il est trop rare que l'on rappelle avec la même vigueur comment des batailles similaires ont été vigoureusement menées, à l'intérieur et à l'extérieur des partis socialistes et communistes européens, par des femmes et des hommes de stricte observance marxiste (si l'on peut dire). Nous voudrions rappeler ici, bien que dans une grande économie d'espace, les contributions de Rosa Luxemburg, Clara Zetkin – communistes allemandes – et Anna Kuliscioff – socialiste italienne – à la cause du vote des femmes[4]. Même si, à l'époque comme aujourd'hui, la cause des femmes était parfois considérée avec méfiance au sein des partis ouvriers – caractérisés par une majorité d'adhérents et de dirigeants masculins – elle a été inscrite à l'ordre du jour théorique et politique par des communistes comme Lénine et Bebel.

Les batailles pour les droits civils et politiques des femmes – liées outre-mer à celles pour la libération des hommes et des femmes noirs de l'esclavage – n'ont naturellement pas pris fin dans la seconde moitié du 19e siècle. Dès les premières décennies du siècle suivant, nous voyons non seulement les communistes et les femmes communistes continuer à revendiquer des droits politiques et civils, ainsi que des droits sociaux, pour les femmes – en défendant, dans certains contextes, l'importance de leur autodétermination sexuelle – mais nous voyons aussi comment ces batailles à l'échelle nationale et internationale sont organiquement liées aux luttes d'indépendance menées par les dirigeants communistes dans les anciens pays coloniaux. Voir, par exemple, la grande attention accordée à la question de l'émancipation des femmes par le plus haut dirigeant politique du Vietnam, le premier promoteur de la libération du pays du joug colonial français, Ho Chi Minh[5] ; ou encore l'attention récurrente accordée à la question de l'émancipation des femmes dans la pensée de Mao Zedong et dans la pratique politique communiste en général au lendemain de la révolution chinoise. Alors que l'éradication de l'analphabétisme parmi les masses ouvrières et paysannes était planifiée et financée, une grande attention a été portée à l'éducation des filles et des femmes ; leur participation politique, leurs études et leur travail ont été encouragés et valorisés dans le cadre de l'effort collectif de modernisation des deux pays et de la croissance de la production, mais aussi en tant qu'espace nouvellement conquis pour l'autonomie personnelle, révélant socialement et publiquement les femmes en tant qu'individus et non comme de simples appendices ou possessions de leurs pères et de leurs maris.

Ne commettons pas l'erreur de croire que l'intérêt des théoriciens et hommes politiques d'inspiration marxiste pour les droits politiques des femmes n'était qu'une sanction ou un corollaire des droits sociaux des femmes. L'importance accordée par les dirigeants des pays coloniaux à l'émancipation des femmes forme un tout organique avec la lutte anticoloniale elle-même : dans la soumission des femmes à l'autorité paternelle et maritale, ces dirigeants et théoriciens marxistes reconnaissent les vestiges du passé patriarcal et féodal de

l'ancienne société qu'ils se proposent de révolutionner radicalement, et les signes de retard à éradiquer par la même décision – à titre d'exemple, rappeler la dureté et l'intransigeance avec lesquelles la nouvelle classe politique communiste s'est opposée à la pratique traditionnelle de l'emmaillotage des pieds des fillettes, avec tout l'attirail symbolique, sexuel, esthétique, sanitaire et pratique qui l'accompagnait. Dans les mœurs sexuelles patriarcales traditionnelles, en effet, se révèle la conception patrimoniale de la femme comme bien de la famille paternelle, puis prise en charge économiquement par la famille de l'époux : une conception qui n'est pas sans rappeler celle, tout aussi déshumanisante, de l'esclavage à base raciale. La hiérarchisation des sexes est donc, bien qu'avec des hauts et des bas et des résultats hétérogènes, un objet d'analyse et de proposition politique, comme un autre visage indissociable des autres oppositions et hiérarchisations sociales promues et naturalisées par la vieille société capitaliste, coloniale et raciste qui construit le privilège et la richesse de quelques-uns au détriment des catégories infériorisées et opprimées.

Pour illustrer à quel point les questions les plus chères au féminisme le plus authentique peuvent être liées à la théorie et à la pratique politiques socialistes et communistes, il suffit d'examiner certaines étapes du parcours de l'Union soviétique. Bien avant le féminisme de la deuxième vague, les avant-gardes révolutionnaires les plus avancées, avant et immédiatement après la Révolution d'Octobre, ont reconnu l'évidence que le privé, et le sexuel, sont des faits politiques. Parmi les premières mesures révolutionnaires, en effet, nous avons non seulement l'octroi du droit de vote universel – et notez bien : le droit de vote accordé aux femmes, mais aussi l'abolition de toute limite sociale ou censoriale possible[6] – et la première femme ministre de l'histoire, la commissaire du peuple pour la solidarité de l'État, en fonction dans le tout premier gouvernement révolutionnaire de 1917, Aleksandra Kollontaï[7]. Mais nous avons aussi, dès 1918, la reconnaissance des unions de fait, avec pour conséquence l'assimilation des enfants nés hors mariage aux enfants légitimes, l'abolition de la puissance maritale, le droit à l'avortement et au divorce, ainsi que d'énormes investissements, matériels et culturels, dans le système de protection sociale publique dans toutes ses dimensions.

Il est tristement éclairant d'observer ce qui se passe dans l'Union soviétique, qui a permis une ascension fulgurante des femmes au plus haut niveau, y compris dans l'armée et la politique, et modernisé la conception de la famille bourgeoise monogame en vue de nouvelles formes de relations et de coopération entre camarades, peu après la mort de Lénine dès 1926 – la « poussée propulsive de la révolution » ayant été épuisée : recul brutal sur le divorce et l'avortement ; rétablissement de la différenciation de statut entre enfants légitimes et naturels ; adoption de toute une série de mesures visant à redonner une place centrale à la famille nucléaire, avec le rétablissement de l'autorité paternelle, une nouvelle valorisation de la maternité avec des distinctions honorifiques pour les mères les plus prolifiques, des impôts supplémentaires pour les célibataires et les couples sans fils ni filles, sans oublier la criminalisation de l'homosexualité et des « coutumes libertines ».

## *Crise, récession économique et guerre vont de paire avec la régression des droits des femmes*

Ce retard criant ne nie pas le lien entre la praxis politique marxiste et le féminisme, mais il le démontre de la manière la plus cruelle : il révèle des mécanismes qui, avec toutes les différences et la prudence qui s'imposent, peuvent être identifiés dans différentes sociétés et à différentes époques, en tout cas marquées par la contraction économique et matérielle. En période de récession économique ou d'avancée du libéralisme, les premières perdantes sont les femmes. Le recul des droits civils, des droits des femmes et des politiques de genre va de *pair avec* le recul des droits sociaux : dans le cas que nous avons évoqué, il atteint son point le plus bas dans les années amères du communisme de guerre et de l'ère stalinienne. À l'inverse, dans les moments ou les situations les plus progressistes sur le plan social, les droits civils et les libertés des femmes

augmentent et ne diminuent pas, renforcés par une base économique structurelle. C'est dans ce sens que va l'analyse éclairante d'Antonio Gramsci dans le *Cahier 22*[8], consacré à l'américanisme et au fordisme, sur la manière dont la formation du « nouveau type humain », c'est-à-dire du travailleur parfait pour la nouvelle industrie lourde, a été subordonnée aux pratiques répressives des mœurs sexuelles et au confinement progressif de la femme-épouse fordiste dans la sphère des soins domestiques.

En période de récession économique, en l'absence de politiques compensatoires adéquates, on assiste à une réduction des dépenses publiques et à des coupes plus ou moins importantes dans les aides sociales. Cela a de nombreuses conséquences sur la situation économique des familles et sur les responsabilités spécifiques des femmes adultes. Dans de nombreux cas, au lieu de bénéficier de deux salaires, un couple – monogame hétérosexuel, ce que nous supposons être le cas dans la majorité des cas – peut se voir contraint de compter sur un seul revenu, généralement celui du mari, tandis que la femme assume le rôle – il faut le souligner, productif mais non rémunéré – d'amortisseur social[9].

La dépendance des femmes en tant qu'épouses, mères et soignantes de membres de la famille et d'enfants âgés ou malades, ainsi que la gestion souvent exclusive des tâches ménagères, sont des corollaires inévitables de la hausse du chômage, des réductions de l'aide sociale et des dépenses publiques. La contraction de l'économie et du marché du travail aggrave les problèmes des femmes, qui doivent faire face aux lacunes du système de santé publique et des services destinés aux enfants et aux personnes âgées. Enfin et surtout, la crise économique, même dans les aspects que nous venons de souligner, s'accompagne souvent d'une contraction et d'un recul régressifs et réactionnaires des mœurs culturelles et sexuelles.

Dans les années 1970, le féminisme matérialiste français et les féministes italiennes engagées dans le débat sur le salaire du travail domestique[10] ont interrogé l'économie politique à travers le prisme du féminisme[11]. Leur objectif n'était pas tant de souligner les motivations féministes de Marx – en effet, Marx et ceux qui se référaient à lui, y compris les partis communistes occidentaux, étaient considérés par les féministes, pas toujours à tort, comme des remparts de la société patriarcale[12] – mais, au contraire, d'intégrer la critique de l'économie politique marxiste avec une plus grande sensibilité aux questions plus intimement liées à la discrimination et à l'oppression fondées sur le sexe.

## *Après le crépuscule, l'émergence d'une nouvelle critique féministe*

Avec cet aperçu très rapide, nous arrivons enfin aux années 1980, au cours desquelles le marxisme a été expulsé de l'université et mis à l'écart de la politique, sous le poids écrasant de la très forte contre-offensive libérale qui a suivi la fin de la guerre froide et la « fin des grands récits » ; et avec elle, bien sûr, le féminisme marxiste a également connu une saison de crépuscule, supplanté par un féminisme libéral qui a prospéré, avec des hauts et des bas, jusqu'à aujourd'hui.

Mais face aux défis du présent, la critique marxiste fait à nouveau la preuve de son sens et de sa validité, et dans le même temps, une nouvelle critique féministe marxiste émerge pour remettre en cause les insuffisances du féminisme libéral et délégitimer la rhétorique du "plafond de verre". Face à l'incapacité manifeste du féminisme libéral à offrir des solutions satisfaisantes aux femmes, en particulier aux travailleuses, qui ressentent la dureté de leur condition, on assiste à un regain d'intérêt pour une lecture féministe critique du libéralisme et du capitalisme. Cette nouvelle perspective se manifeste sous diverses formes et gagne également du terrain dans la sphère académique et au sein du mouvement trans-féministe, pour une large part marqué par une approche anticapitaliste.

Parmi les discussions théoriques les plus pertinentes, deux courants se distinguent par leur pertinence et leur complexité. Tout d'abord, le féminisme intersectionnel, qui établit un lien étroit entre la lutte anticapitaliste, l'antiracisme et le féminisme. Dans ses parties les plus avancées, l'intersectionnalité des luttes s'étend pour inclure également la lutte écologiste et antispéciste, reconnaissant les interconnexions mutuelles entre ces différentes formes d'oppression. Deuxièmement, le féminisme dans le domaine LGBTQI+, héritier du débat queer, remet en question le lien entre la formation des identités sexuelles et le capitalisme. Il ne faut pas croire que cette approche critique est constitutivement inféodée à l'approche libérale : une démonstration des convergences possibles entre cette approche et les revendications de droits sociaux tels que l'accès universel au revenu, est le courant xénophiliste, qui s'inspire de la pensée de Shulamith Firestone[13], qui offre la plus grande attention au lien entre le patriarcat et les rapports de production capitalistes. Dans le même ordre d'idées, le féminisme abolitionniste, généralement pointé du doigt par les « antiféministes orthodoxes » comme l'avant-garde néolibérale extrême – ou « turbo-capitaliste » – n'est pas étranger à la recherche d'analyses et de politiques critiques visant à remettre en question les structures de pouvoir qui caractérisent la société, dans le cadre plus large de la remise en question des dynamiques d'oppression et d'exploitation.

Avec tout le respect dû aux partisans de la ligne dure, il ressort clairement du débat et des activités des féminismes contemporains qu'une grande partie des activistes féministes ressentent le besoin d'une théorie critique qui ne se limite pas à s'opposer à l'oppression de genre dans les formes et les coutumes patriarcales, mais qui interprète ces dernières comme des épiphénomènes d'une structure sociale oppressive plus globale distribuée différemment à l'échelle planétaire[14]. Dans cette conjoncture objective et subjective, il y a beaucoup de place pour un féminisme qui n'a pas peur de revendiquer l'héritage plus progressiste du mouvement ouvrier et les outils théoriques du marxisme pour démystifier, par la théorie et la pratique politique, les propositions du féminisme libéral et pointer ses collusions avec l'oppression sociale et économique et ses insuffisances théoriques et politiques.

## Pour aller plus loin :


- ARRUZZA C., FRASER N., BHATTACHARYA T., *Feminism for the 99 percent : a manifesto*, Verso, London 2019
- CASALINI M., *Féminisme et socialisme chez Anna Kuliscioff*. 1890-1907, "Italia contemporanea", juin 1981, pp. 11-43
- DELPHY C., *L'ennemi principal. Économie politique du patriarcat*, Éditions Syllepse, Paris 2013
- ENGELS F., *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*, Editions sociales, Paris 1966
- FIRESTONE S.,*The dialectic of sex : the case for feminist revolution*, Paladin, Londres 1972
- FRASER N., *La fin du soin. Les contradictions sociales du capitalisme contemporain*, Mimesis, Milan 2017.
- GRAMSCI, *Cahiers de prison*, Gallimard, Paris, 1996
- LOSURDO D., *Marx e il bilancio storico del Novecento*, La scuola di Pitagora, Naples 2009.
- LOSURDO D., Révolution d'octobre et démocratie dans le monde, Editions Delga, 2016
- LUXEMBOURG R., *Suffrage féminin et lutte des classes*, 'DEP. Déportés, exilés et réfugiés ", n° 28, 2015, pp. 100-104.

## Notes de bas de page :

[1] Une critique marxiste de cette approche peut être trouvée dans D. Losurdo, *Marx e il bilancio storico del Novecento*, La scuola di Pitagora, Naples 2009.

[2] Voir l'ouvrage fondateur *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat*.

[3] L'ouvrage *Femmes, race et classe* d'Angela Davis est une lecture stimulante qui célèbre les contributions fondamentales des femmes libérales blanches de la classe moyenne, mais qui met également en lumière les limites et les contradictions de classe au sein du mouvement suffragiste et du mouvement abolitionniste américain.

[4] La lecture de la correspondance privée de Luxemburg et de Kuliscioff, et en particulier des lettres adressées aux hommes auxquels elles étaient liées par des relations sentimentales et sexuelles, est également édifiante. Ici apparaissent clairement des points fixes dans la conscience de l'avant-garde communiste féminine, sur leur propre travail et leur autodétermination personnelle, qui n'ont rien à envier aux revendications des féministes des années 1970 : de la délégitimation plutôt brusque de la jalousie par Turati, au découplage évident de la parentalité du couple et du mariage, à la liberté de travail et de mouvement des femmes, à la légitimité des femmes à se dévouer corps et âme à des causes autres que les soins domestiques ou le dévouement conjugal.

[5] La mise en œuvre de l'égalité entre les hommes et les femmes est l'un des dix points du premier programme formulé par le tout nouveau parti communiste vietnamien en 1930, et un point du programme sur lequel le parti révolutionnaire insistera à plusieurs reprises, même lorsqu'il sera au pouvoir. Voir également le programme du Front national de libération (qui stipule : « Les femmes sont égales aux hommes sur les plans politique, économique, culturel et social. Les femmes qui font le même travail reçoivent les mêmes salaires et avantages et jouissent de tous les autres droits des hommes ») et le discours prononcé en 1959 au sujet d'un nouveau projet de loi fortement progressiste sur le mariage et la famille. Mais avant même de créer un parti communiste vietnamien, au tout début des années 1920, alors qu'il était encore un jeune immigré indochinois à Paris nommé Nguyen Ai Quoc, Ho Chi Minh a consacré plusieurs articles dans le journal *Le Paria* aux conditions particulièrement dramatiques des femmes annamites sous la colonisation française.

[6] Sur ce point, voir D. Losurdo, *Révolution d'octobre et démocratie dans le monde*, Delga, 2016.

[7] Théoricienne et militante, entre autres, tenant des positions avancées sur le rôle des femmes, la famille, la parentalité, les mœurs sexuelles et la nature des relations entre les sexes. Voir par exemple les écrits : *La famille et l'Etat communiste*, *Marxisme et révolution sexuelle* et *La femme nouvelle et la classe ouvrière*.

[8] A. Gramsci, *Cahiers de prison*, Gallimard, Paris, 1996

[9] Sur le thème de la « crise » des soins pendant l'offensive néolibérale, voir *The End of Care* de Nancy Fraser.

[10] Les ouvrages de Leopoldina Fortunati, Mariarosa Dalla Costa, Federici et Cox constituent des références indispensables.

[11] L'un de ses textes les plus significatifs est le diptyque *L'Ennemi Principal* de Christine Delphy.

[12] Cf. les positions très sévères prises par Lonzi contre la tradition marxiste et ses communistes contemporains dans le court article *Spit on Hegel*.

[13] Voir : S. Firestone, *The dialectic of sex : the case for feminist revolution*, Paladin, Londres 1972.

[14] Un véritable manifeste d'un féminisme consciemment anticapitaliste est *Feminism for the 99 percent : a manifesto* de Arruzza, Bhattacharya et Fraser.

## Pour citer cet article :

Alessia Franco, «Marxisme et féminisme: des affinités électives», *Silomag*, n°17, septembre 2023. URL: https://silogora.org/marxisme-et-feminisme-des-affinites-electives/